

Convention collective locale

IDCC : 392. – INDUSTRIE TEXTILE DE ROUBAIX-TOURCOING
(Vallée de la Lys)
(20 octobre 1964)

AVENANT DU 13 SEPTEMBRE 2013
RELATIF AU RÉGIME DE PRÉVOYANCE DES NON-CADRES

NOR : ASET1351132M

IDCC : 392

Entre :

L'UIT Nord,

D'une part, et

La CGT ;

La CFDT ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il été tout d'abord rappelé ce qui suit :

1. Un accord a été conclu au niveau national le 13 avril 2010 et étendu par arrêté d'extension en date du 10 janvier 2011, publié au *Journal officiel* le 21 janvier 2011.

Cet accord, entré en vigueur au 1^{er} janvier 2011, a rendu obligatoire pour toutes les entreprises de France et leurs salariés qui relèvent du champ d'application de la convention collective nationale de l'industrie textile, et pour tous les salariés du textile, un régime de prévoyance dit « à cotisations définies ».

A compter de l'entrée en application de cet accord, toutes les entreprises et tous les salariés relevant de la convention collective nationale de l'industrie textile se sont vu imposer de consacrer un minimum obligatoire de cotisations à la prévoyance.

Le taux de cotisation minimal obligatoire fixé par cet accord correspond à une cotisation égale à 0,70 % du salaire brut assujéti à cotisations sociales (tranche A et tranche B) prise en charge à 50 % par l'employeur et à 50 % par le salarié.

Dans le cadre des modalités, conditions et limites fixées par cet accord du 13 avril 2010 :

- les employeurs doivent consacrer au moins 0,35 % des salaires bruts assujétiés à cotisations sociales (tranche A et tranche B) au profit des salariés ayant une ancienneté d'au moins 3 mois dans l'entreprise ;
- les salariés doivent cotiser également à hauteur de 0,35 % de leur salaire brut assujéti à cotisations sociales (tranche A et tranche B).

Les bénéficiaires de ce taux minimal de 0,70 % ainsi réparti sont, selon les termes de cet accord, définis comme suit :

« Article 2

Bénéficiaires du dispositif

L'accord concerne, à compter de sa date d'effet, l'ensemble des salariés de l'entreprise qui ne bénéficient pas de la cotisation prévue à l'article 7 de la convention collective nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947, ayant une ancienneté dans l'entreprise d'au moins 3 mois, et ce sans sélection médicale. »

2. C'est dans ce contexte nouveau lié à cet accord national de prévoyance en date du 13 avril 2010 que les parties signataires de la convention collective de l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing, vallée de la Lys, dite RTVL, ont signé le 26 octobre 2010 un avenant portant sur les garanties de prévoyance ajustées au niveau des nouvelles obligations résultant de l'accord national du 13 avril 2010 et concernant respectivement :

- à l'article 2.1 : les ETAM « occupant un poste de qualification égale ou supérieure à 300 » ;
- à l'article 2.2 : les ETAM « occupant un poste de qualification inférieure à 300 » ;
- à l'article 3.2 : les taux et nouvelles garanties du régime prévoyance des ouvriers.

L'accord signé le 26 octobre 2010 rappelait notamment ce qui suit :

- concernant les ETAM occupant un poste de qualification égale ou supérieure à 300 :

Que par accord paritaire régional (ETAM) en date du 17 mai 1974, le bénéfice de l'ensemble des garanties définies par l'avenant « Cadres » en date du 25 novembre 1972 était accordé et étendu à ceux des ETAM occupant un poste de qualification égale ou supérieure à 300 (cf. art. 19 au 2° des accords ETAM de la convention collective de l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing, vallée de la Lys).

Et qu'ainsi, les ETAM occupant un poste de qualification égale ou supérieure à 300 déjà obligatoirement couverts au-delà des obligations nouvelles mises en place par l'accord national prévoyance du 13 avril 2010 ;

- concernant les ETAM occupant un poste de qualification inférieure à 300 :

Que les garanties actuelles souscrites en application de la convention collective, dite RTVL, et cet accord paritaire du 27 janvier 1965 aboutissent à cette date pour les ETAM dont le coefficient est inférieur à 300 à un taux de cotisation de 0,93 % (repris au sein du contrat actuellement encore passé avec AXA et dit groupe 377, n° 546-701) supérieur à l'obligation nationale nouvelle d'une cotisation minimale de 0,70 %, mais comprenant pour les employeurs un taux de cotisation inférieur à 0,35 % qu'il convient de rehausser à hauteur de 0,35 % au vu de l'accord national du 13 avril 2010.

C'est dans ces conditions que les parties signataires de l'avenant en date du 26 octobre 2010 au régime prévoyance Nord ont décidé, avec effet à compter du 1^{er} janvier 2011, d'apporter au régime de la catégorie des ETAM dont le coefficient est inférieur à 300 les améliorations de garanties et de taux reprises dans cet avenant ;

- concernant les ouvriers :

- que le contrat d'assurance souscrit avec le GAN était dénoncé ;
- que les garanties des ouvriers étaient assurées désormais par l'assureur AXA déjà en charge des cadres et des ETAM ;
- que les garanties déjà existantes étaient ajustées aux nouvelles obligations issues de l'accord national du 13 avril 2010,

il a été convenu ce qui suit.

Article 1^{er}

Objet du présent accord

Les parties signataires de la convention collective de l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing, vallée de la Lys, dite RTVL, constatent que le décret en date du 9 janvier 2012 laisse jusqu'au 31 décembre 2013 aux branches professionnelles et aux entreprises pour se mettre en conformité avec la notion juridique nouvelle de « catégorie objective de salariés » qui nous impose de modifier la « dénomination des catégories de bénéficiaires » des garanties du régime de prévoyance.

Dans le contexte nouveau lié à la parution du décret n° 2012-25 du 9 janvier 2012, il appartenait aux présentes parties signataires :

- de vérifier et de mettre en conformité les dispositions conventionnelles déjà existantes depuis longtemps dans le nord de la France et qui s'imposent obligatoirement aux entreprises et salariés non cadres redevables de la convention collective de l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing, vallée de la Lys, dite RTVL ;
- de redéfinir les « catégories objectives de salariés » distinguées par notre régime prévoyance en tenant compte des nouvelles obligations issues de la jurisprudence de la Cour de cassation et du décret en date du 9 janvier 2012.

Par ailleurs, au-delà de cette modification des « catégories objectives » il a paru nécessaire aux parties signataires de profiter de cette réunion des parties signataires de la convention collective de l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing, vallée de la Lys, dite RTVL, pour :

- faire le bilan du régime existant ;
- reprendre en annexe les garanties et taux de cotisation pour chacune des catégories « objectives » de salariés ;
- informer chaque entreprise concernée pour qu'elle puisse procéder directement avec AXA (par l'intermédiaire des courtiers en charge du régime) et, en interne, notamment par accord ou par décision unilatérale de l'employeur (avec information des salariés) aux modifications rendues indispensables par le décret du 9 janvier 2012.

Article 2

Anciennes dénominations du régime de prévoyance

Le régime prévoyance issu de la convention collective de l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing, vallée de la Lys, dite RTVL, modifiée par avenant en date du 26 octobre 2010, distingue actuellement entre les catégories suivantes de bénéficiaires s'agissant des garanties de prévoyance :

Il s'agit :

- catégorie 1 : d'un côté les cadres et les ETAM dont le coefficient est égal ou supérieur à 300 et qui disposent des garanties et taux de cotisation identiques ;
- catégorie 2 : d'un autre côté des ETAM dont le coefficient est inférieur à 300 et disposant de garanties et taux spécifiques qui ne sont ni ceux des cadres ni ceux des ouvriers.

Et enfin :

- catégorie 3 : des ouvriers dont les garanties et taux sont aussi spécifiques et différents par rapport aux garanties et taux prévus pour les catégories 1 et 2 ci-dessus.

Article 3

Nouvelles dénominations du régime de prévoyance

Suite au décret n° 2012-25 du 9 janvier 2012 relatif au caractère collectif et obligatoire des garanties de protection sociale complémentaire, la convention collective de l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing, vallée de la Lys, dite RTVL, doit, reprise en cela par les entreprises concernées, modifier

la dénomination de ses catégories de bénéficiaires, pour le 31 décembre 2013 au plus tard, comme suit :

- catégorie 1 : l'ensemble des salariés affiliés à l'AGIRC en application de la convention collective nationale de 1947 qu'ils soient cadres ou ETAM au sens de la convention collective applicable ;
- catégorie 2 : l'ensemble des salariés ETAM ne relevant pas de la convention collective nationale de 1947 et ne cotisant pas à l'AGIRC.

Et enfin :

- catégorie 3 : l'ensemble des ouvriers (appellation inchangée au sein du régime de prévoyance).

Article 4

Rappel des garanties inchangées de l'ensemble des salariés affiliés à l'AGIRC en application de la convention collective de 1947

L'ensemble des salariés affiliés à l'AGIRC bénéficie des garanties suivantes reprises en synthèse dans le tableau suivant (et détaillées au sein du contrat souscrit avec l'assureur AXA) :

Contrat de prévoyance

CONTRAT AXA		
Bénéficiaires	Salariés affiliés à l'AGIRC en application de la convention collective nationale de 1947	
Base de prestations	Quatre fois la somme des salaires perçus au cours des 3 mois civils immédiatement antérieurs à la date du sinistre majoré des primes et gratifications perçues au cours des 12 mois civils précédant les 3 mois civils visés (tranches A et B)	
Garanties Décès. – Perte totale et irréversible d'autonomie Assuré sans enfant à charge : – célibataire, veuf, divorcé – marié Assuré avec enfants à charge : – base – majoration par enfant à charge Décès. – Perte totale et irréversible d'autonomie par accident Décès du conjoint postérieur ou simultané à celui de l'assuré Allocation d'obsèques : versement d'un capital en cas de décès d'un conjoint Incapacité temporaire de travail Franchise Montant de l'indemnité (sous déduction de la sécurité sociale) : – assuré sans enfant à charge – assuré avec un enfant à charge – assuré avec deux enfants à charge	230 % du salaire de base 320 % du salaire de base 320 % du salaire de base 80 % du salaire de base 100 % du capital versé au décès de l'assuré 100 % du capital versé au décès de l'assuré 4 000 points AGIRC 90 jours 	
	Tranche A	Tranche B
	30 %	80 %
	33 %	83 %
	36 %	86 %

CONTRAT AXA				
– assuré avec trois enfants à charge	40 %		90 %	
Invalidité permanente	Limité à 100 % du salaire net imposable			
	1 ^{re} catégorie		2 ^e ou 3 ^e catégorie	
	TA	TB	TA	TB
	18 %	48 %	30 %	80 %
	20 %	50 %	33 %	83 %
	22 %	52 %	36 %	86 %
Assuré sans enfant à charge	24 %	54 %	40 %	90 %
Assuré avec un enfant à charge	Limité à 100 % du salaire net imposable			
Assuré avec deux enfants à charge	Tranche A		Tranche B	
Assuré avec trois enfants à charge et plus	2,04 %		3,47 %	
Ce résumé est fourni à titre indicatif et ne saurait se substituer aux textes du contrat et des avenants modificatifs de garanties pour la définition des obligations de chacune des parties. Il n’a pas la valeur de notice technique.				

Article 5

Rappel des garanties inchangées de l'ensemble des salariés ETAM non affiliés à l'AGIRC et ne relevant pas de la convention collective de 1947

L'ensemble des salariés de la catégorie ETAM et non affiliés à l'AGIRC bénéficie des garanties suivantes reprises en synthèse dans le tableau suivant (et détaillées au sein du contrat souscrit avec l'assureur AXA) :

Contrat de prévoyance

CONTRAT AXA	
Bénéficiaires	Employés, techniciens et agents de maîtrise ne relevant pas de la convention collective nationale de 1947
Base de prestations	12 mois civils immédiatement antérieurs à la date du sinistre (tranches A et B)
Garanties	
Décès. – Perte totale et irréversible d'autonomie	
Assuré sans enfant à charge :	
– célibataire, veuf, divorcé, séparé judiciairement	100 % du salaire de base
– marié, pacsé	178,25 % du salaire de base
Assuré avec enfant à charge :	
– base	178,25 % du salaire de base
– majoration par enfant à charge	51,75 % du salaire de base
Décès du conjoint postérieur ou simultané à celui de l'assuré	50 % du capital versé au décès de l'assuré
Allocation d'obsèques	

CONTRAT AXA	
Versement d'un capital en cas de décès de l'assuré, du conjoint et de l'enfant à charge (limité aux frais réellement engagés, pour les enfants de moins de 12 ans.	100 % du plafond mensuel de la sécurité sociale
Incapacité temporaire de travail	
Franchise	90 jours
Prestations	20 % de la 365 ^e partie de la base des prestations
Invalidité :	
– 1 ^{re} catégorie	10 % du salaire brut
– 2 ^e ou 3 ^e catégorie	20 % du salaire brut
Taux de cotisation	0,99 % du salaire
Ce résumé est fourni à titre indicatif et ne saurait se substituer aux textes du contrat et des avenants modificatifs de garanties pour la définition des obligations de chacune des parties. Il n'a pas la valeur de notice technique.	

Article 6

Rappel des garanties inchangées du régime de prévoyance des ouvriers

L'ensemble des salariés de la catégorie des ouvriers bénéficie des garanties suivantes reprises en synthèse dans le tableau suivant (et détaillées au sein du contrat souscrit avec l'assureur AXA) :

Contrat de prévoyance

CONTRAT AXA	
Bénéficiaires	Ouvriers
Base de prestations	12 mois civils immédiatement antérieurs à la date du sinistre (tranches A et B)
Garanties	
Décès. – Perte totale et irréversible d'autonomie	
Assuré sans enfant à charge :	
– célibataire, veuf, divorcé, séparé judiciairement	100 % du salaire de base
– marié, pacsé	130 % du salaire de base
Assuré avec enfant à charge :	
– base	130 % du salaire de base
– majoration par enfant à charge	30 % du salaire de base
Décès du conjoint postérieur ou simultané à celui de l'assuré	50 % du capital versé au décès de l'assuré
Allocation d'obsèques	
Versement d'un capital en cas de décès de l'assuré, du conjoint et de l'enfant à charge (limité aux frais réellement engagés, pour les enfants de moins de 12 ans)	100 % du plafond mensuel de la sécurité sociale
Incapacité temporaire de travail	
En relais des obligations patronales de maintien de salaire	80 % du salaire net sous déduction des prestations sécurité sociale
A partir du 91 ^e jour continu si ancienneté \geq 3 mois et < 1 an	

CONTRAT AXA	
Invalidité :	
– 1 ^{re} catégorie	48 % du salaire net sous déduction des prestations sécurité sociale
– 2 ^e ou 3 ^e catégorie	80 % du salaire net sous déduction des prestations sécurité sociale
Taux de cotisation	0,70 % du salaire
Ce résumé est fourni à titre indicatif et ne saurait se substituer aux textes du contrat et des avenants modificatifs de garanties pour la définition des obligations de chacune des parties. Il n'a pas la valeur de notice technique.	

Conséquences de ce changement de dénomination des « catégories objectives de salariés » pour les salariés bénéficiaires des garanties du régime prévoyance

Les parties signataires des présentes, après avoir fait le bilan et le point avec l'assureur AXA en charge du régime de prévoyance et après avoir pris conseil auprès des courtiers d'assurances, rappellent ce qui suit :

- cette modification de la dénomination a seulement pour objectif de se mettre en conformité avec la réglementation issue du décret du 9 janvier 2012 et n'a pas pour effet de changer les garanties de prévoyance ;
- chaque salarié bénéficiaire des garanties du régime prévoyance RTVL reste bénéficiaire des mêmes garanties avant et après le changement de dénomination des « catégories objectives » réalisé au regard du décret du 9 janvier 2012 ;
- cette modification d'appellation des catégories ne concerne que le régime prévoyance et n'entraîne en soi aucune conséquence quant au statut dont relève chaque salarié au sens des accords de classification de la convention collective ;
- ainsi, après le changement de dénomination des « catégories objectives au regard du régime prévoyance » il faut noter que :
 - les ETAM ayant un coefficient égal ou supérieur à 300 et qui cotisent actuellement à l'AGIRC restent bien ETAM ;
 - les ETAM dont le coefficient est inférieur à 300 et qui ne cotisent pas à l'AGIRC et ne relèvent pas de la convention collective nationale de 1947 restent aussi ETAM ;
 - la catégorie des ouvriers reste aussi inchangée au regard de la convention collective de l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing, vallée de la Lys, dite RTVL.

Conséquences de ce changement de dénomination des « catégories objectives de salariés » pour les entreprises relevant du régime prévoyance souscrit auprès d'AXA par l'UIT Nord dans le cadre de la convention collective de l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing, vallée de la Lys, dite RTVL

Le décret en date du 9 janvier 2012 laisse jusqu'au 31 décembre 2013 aux branches professionnelles et aux entreprises pour se mettre en conformité avec la notion juridique nouvelle de « catégories objectives de salariés » qui nous impose de modifier la « dénomination des catégories de bénéficiaires » des garanties du régime de prévoyance.

Il appartient à chaque entreprise concernée et relevant de ce régime de procéder directement avec AXA et avec l'aide des courtiers en charge du régime aux modifications rendues indispensables par le décret du 9 janvier 2012.

La mise en conformité du régime prévoyance au sein des entreprises passe par la réalisation en interne d'un accord ou d'une décision unilatérale de l'employeur reprenant les éléments principaux du présent accord pour les sécuriser au regard d'éventuels contrôles ultérieurs toujours possibles. Bien évidemment cela suppose aussi de procéder à la signature d'avenants au contrat d'assurance

souscrit avec AXA et aussi de procéder aux consultations des institutions représentatives de l'entreprise et à l'information écrite de chacun des salariés afin que nul n'ignore la réglementation en vigueur ainsi reprise et rappelée au sein de l'entreprise.

Commission de gestion paritaire de la convention collective de l'industrie textile RTVL (Roubaix-Tourcoing, vallée de la Lys)

Il est institué une commission de gestion paritaire du régime de prévoyance RTVL, composée d'un membre de chaque organisation syndicale représentative des salariés et d'un nombre égal de représentants des employeurs, la direction des entreprises ou personnes mandatées par ces dernières, chargée d'étudier l'ensemble des questions éventuellement posées par l'application du présent accord.

La commission paritaire se réunit au minimum une fois par an (sur convocation du président du syndicat UIT Nord ou à la demande des organisations syndicales signataires de l'accord), afin de faire notamment les examens, bilans, contrôles, interprétations et applications utiles.

Article 7

Durée, modalités de révision et dénonciation

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Il pourra faire l'objet d'une révision à la demande de l'une ou l'autre des parties signataires, sous réserve qu'une demande motivée soit transmises à chacune d'elles.

La révision pourra prendre effet dans les conditions visées aux articles L. 2261-7 et suivants du code du travail.

L'accord pourra également être dénoncé par l'une ou l'autre des parties signataires, moyennant le respect d'un préavis de 6 mois. Les modalités de dénonciation sont fixées aux articles L. 2261-9 et suivants du code du travail. Toutefois, les nouvelles négociations devront être engagées dans le mois de la signification de la dénonciation.

Article 8

Dépôt et entrée en vigueur

Le présent accord sera déposé par les soins de la partie la plus diligente au greffe du conseil des prud'hommes territorialement compétent et auprès de l'autorité administrative compétente dans les conditions déterminées par voie réglementaire.

A compter de sa signature, et dans tous les cas au plus tard le 31 décembre 2013, les dispositions de cet accord entrent en vigueur et deviennent obligatoires pour toutes les entreprises adhérentes relevant du régime prévoyance RTVL dans le cadre de l'application de la convention collective RTVL qui est ainsi modifiée par les présentes clauses ci-dessus.

Fait à Marcq-en-Barœul, le 13 septembre 2013.

(Suivent les signatures.)